

Que d'émotions lorsque les jeunes occupent leur établissement scolaire, s'installent sur une place, envahissent les rues, aident en temps de crise sanitaire, s'emparent des réseaux sociaux, refusent de prendre les armes, embrasent leur quartier. Il serait aisé d'allonger la liste des événements qui font réagir, aussi bien pour dénoncer que pour soutenir, aussi bien pour condamner que pour applaudir. Ce constat n'est pas nouveau : que l'on s'intéresse aux rapports des jeunes à la démocratie, à leurs comportements politiques ou aux manières dont ils s'engagent, il est largement partagé (Becquet, 2014 ; Lardeux et Tiberj, 2021 ; Muxel, 2010). Reste que ces réactions ne sont pas sans conséquences : non seulement elles essentialisent des attitudes et des pratiques qui seraient « propres » aux jeunes, laissent croire qu'ils sont avant tout des « citoyens en formation », entretiennent des visions normatives du « bon citoyen », du « bon militant », du « vrai engagement », mais aussi appauvrissent la compréhension de ce qui se trame réellement dans et en dehors des institutions. Ainsi, au sujet de l'engagement des jeunes, le « moins », le « plus », le « différent », l'« ancien » et le « nouveau » sont autant de qualificatifs éclairants s'ils sont énoncés à partir de points de repères pertinents, s'ils ne figent pas les pratiques observées et s'ils évitent les généralisations hâtives. Cette vigilance est d'autant plus nécessaire qu'il n'est pas toujours aisé de savoir si leurs engagements résultent d'effets d'âge, de génération ou de période. Difficile alors de prétendre à une géopolitique des engagements juvéniles lorsqu'il semble déjà peu aisé de dénouer la trame de leurs

pratiques en France. Pourtant l'ambition fait sens à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, les jeunes grandissent aujourd'hui dans des contextes nationaux différents mais plus que jamais interdépendants, marqués par des inégalités sociales, économiques, politiques et environnementales croissantes (Guivarch et Taconet, 2020), ainsi que par la résurgence de tendances autoritaires (y compris en démocratie). La mondialisation conduirait au renforcement du sentiment national ou à l'inverse postnational, mais aussi à l'émergence d'une citoyenneté cosmopolite qui témoignerait d'une identification plus fréquente au global sans pour autant exclure l'ancrage national (Lardeux et Tiberj, 2021). Ces distinctions éclairent les contrastes, voire les oppositions, entre les engagements juvéniles aux échelons national et mondial : si le climat tend à les rassembler au travers des Marches ou d'actions coup-de-poing, les replis identitaires les opposent dans des luttes pour les droits des minorités, l'avortement ou les libertés publiques. Parler de transnationalisation de certaines causes, c'est le plus souvent insister sur leur circulation et leur appropriation par une frange de la jeunesse, souvent étudiante ou diplômée, comme dans le cas de l'altermondialisme et du climat. C'est également pointer que leurs expressions respectives dans des contextes nationaux prennent des formes différentes comme dans le cas des contestations des régimes politiques et de la défense des droits civiques. C'est enfin ne pas omettre de rappeler que, dans certains contextes nationaux, ces causes sont pour des raisons politiques rendues invisibles ou n'ont pas la même importance.

Si les causes qui mobilisent les jeunes sont mondialisées, les répertoires d'action individuelle et collective qu'ils privilégient circulent également. Se constatent

aisément des emprunts, des appropriations, des recyclages qui concernent autant les modes d'occupation de l'espace public avec les places, de création d'espaces militants avec les ZAD et les campements de tentes, de médiatisation des causes avec les hashtags et les réseaux sociaux. Il en est de même des cadres d'engagement privilégiés : dans des contextes nationaux très différents ils ne sont plus seulement formalisés au travers d'organisations déclarées mais deviennent plus informels et plus horizontaux. Cette préférence résulte souvent d'une insatisfaction à l'égard d'organisations plus traditionnelles quant aux pratiques du pouvoir et à la place donnée aux individus, mais aussi, dans les pays post-communistes, d'un rejet plus profond du passé. Ces tentatives de renouveler les manières d'agir prennent appui sur l'histoire en actualisant des formats d'action, sur la découverte de ce qui se fait ailleurs sur les réseaux sociaux ou *in situ*, sur les aspirations et les expériences des jeunes qui recherchent des manières de faire qui leur correspondent. Leur comparaison met nettement en lumière qu'elles sont plurielles et se diversifient. Si certains jeunes optent toujours pour des partis, associations ou syndicats traditionnels, d'autres les renouvellent ou en inventent. L'engagement « timbre » dans une organisation qui semblait dépassé, jusqu'à récemment, par celui « post-it » en faveur d'une cause (Ion, 1997) pourrait laisser la place à une troisième ère, conciliant intensité et volatilité, épanouissement personnel et actions communes pour changer radicalement le monde, ici et maintenant (Thoury, 2023). Ainsi, la géopolitique ne renvoie pas seulement aux causes mais aussi aux manières individuelle et collective d'agir.

Ces dernières comportent d'ailleurs une autre spécificité. En effet, l'engagement des jeunes est

devenu un problème public, pris à cœur par les institutions nationales comme internationales (Union européenne, ONU). Le commentaire de leurs pratiques pourrait être considéré comme banal s'il ne nourrissait pas au passage l'action des pouvoirs publics. Au-delà du traitement policier des mobilisations, de la surveillance des organisations et des militants ou encore des condamnations, qui ne concernent pas que les jeunes, mais qui leur font vivre des situations dont ils conserveront l'empreinte, les pouvoirs publics ont fait de l'engagement des jeunes un objet d'action publique. Là encore l'enrôlement et l'endoctrinement des jeunes n'est pas récent : ils ont non seulement traversé bon nombre d'histoires nationales mais ils existent toujours dans certains pays. Les jeunes ont toujours fait l'objet d'un contrôle social mis au service des gouvernements en temps de paix comme en temps de guerre : en témoignent les conflits récents entre l'Ukraine et la Russie ou entre Israël et Gaza. Les idées et les normes d'intervention circulent à l'échelon mondial. Les appels à la jeunesse s'intensifient souvent en période de crise : la montée des extrémismes politiques, les attentats, la dégradation de la situation économique et environnementale, de l'ordre géopolitique amorcé par la chute de l'URSS en 1991 sont autant de déclencheurs de prises de positions et de décisions publiques. Non seulement il faut former le « futur citoyen » mais aussi le faire agir : prendre la parole, servir l'intérêt général, le pays, les territoires, prendre des initiatives, entreprendre, etc. Là encore les dispositifs sont dupliqués, les expériences s'échangent, les bonnes pratiques sont valorisées.

Si une géopolitique des engagements juvéniles éclaire toutes ces circulations, qu'il s'agisse de causes, de répertoires d'action ou encore de dispositifs, elle

invite également à constater l'existence de rapports de force dont l'évocation rapide est utile à la compréhension des pratiques actuelles. Il a déjà été question des opinions exprimées : bien que peu élaborées, elles agissent telles des vérités incontestables. Les exemples sont nombreux de discours qui renvoient aux jeunes, ce qu'ils sont, ce qu'ils ne sont pas et ce qu'ils devraient être. La réception en France de l'action de Greta Thunberg avant la pandémie en est un parfait exemple : tout ce qu'elle est en tant que personne et tout ce qu'elle incarne politiquement a été disséqué au lieu de prendre la mesure des Marches mondiales pour le climat. Existente également des rapports de force entre les différents espaces d'engagement que sont les mouvements sociaux, les collectifs et les dispositifs publics (Becquet, 2014). Ils ne sont pas investis par les mêmes jeunes et les styles d'engagement qui s'y déploient sont pluriels et évolutifs (Walther *et al.*, 2020). Jeunesse ouvrière, jeunesse étudiante, jeunesse (dé)scolarisée : ces catégories ont été largement utilisées à propos des mouvements sociaux pour identifier la frange mobilisée de cette population mais aussi pour les distinguer, voire les opposer, avec une tendance à la stigmatisation de la jeunesse des quartiers populaires. Au-delà de ces catégorisations, plusieurs facteurs socio-démographiques, notamment l'origine sociale et ethnique, le genre, la religion, le niveau d'éducation, la situation sociale, ont des effets sur les formes d'engagement et différencient les jeunes entre eux.

Ces jalons donnent la tonalité de l'ouvrage. Tout d'abord, une première partie historique est apparue nécessaire, non seulement pour ancrer le propos dans une temporalité antérieure à celle d'aujourd'hui, mais aussi pour rappeler l'émergence des organisations de jeunesse et la structuration du syndica-

lisme étudiant, le tout dans des contextes de conflits d'ordre mondial et décolonial et de luttes politiques et sociales radicales. Lui succède une deuxième partie dont l'ambition est de repérer des causes qui mobilisent fortement les jeunes générations actuellement, tout en montrant qu'elles sont investies selon des répertoires d'action pluriels et par une multitude d'acteurs. Enfin, une troisième partie propose une lecture contrastée des engagements des jeunes en se focalisant sur les discours et les dispositifs publics. Loin d'être exhaustif, cet ouvrage invite à considérer l'engagement des jeunes dans toute sa diversité.